

| | |
|---------------|---|
| <h1>1973</h1> | <p>Source : <i>Journal d'Europe</i> 16 octobre 1973</p> |
|---------------|---|

Israël : la sécurité ou la paix ?

Marcel Liebman

Résistance des belligérants dans les deux camps, attitude des grandes puissances, sort des Palestiniens qui sont finalement l'enjeu essentiel de cette guerre, les incertitudes que soulève, après une semaine de combats, cette quatrième manche du conflit du Proche-Orient, sont nombreuses.

Un seul point est acquis : la carte politique (sinon géographique) d'Israël sera profondément affectée par les événements actuels. Certes, les changements ne se manifesteront pas tant que durent les combats. Mais quels qu'en soient les résultats, il est douteux que l'Etat hébreu puisse demeurer à l'abri de remous importants.

Ce pronostic vaut en particulier pour le très précaire équilibre qui existait, à la veille du dernier épisode guerrier, entre les grands courants de l'opinion israélienne. Il y a des années que la vie politique en Israël est dominée par un affrontement entre la « vieille garde sioniste » et la nouvelle génération. La première, représentée par des hommes comme le ministre des Finances Sapir et le principal dirigeant syndical Ben-Aron, faisait figure de groupe modéré et cherchait à freiner les « durs » à la Dayan.

La personne de Golda Meïr incarnait la tentative d'établir un difficile *modus vivendi* entre les antagonistes. Cette tentative s'exprimait d'ailleurs surtout par un recours fréquent à des procédés sémantiques qui donnait à une politique de « faits établis » – et donc d'agrandissements territoriaux – un caractère de gradualisme et donc de relative modération.

Le débat divisait, en dernière analyse, les partisans d'un Etat sioniste traditionnel qui ne mettrait pas en péril par des annexions importantes le caractère hégémoniquement juif d'Israël, et des courants « modernistes » qui ne s'encombrent pas de tels scrupules.

On ne risque guère de se tromper en prévoyant que les premiers effets de la guerre actuelle joueront en faveur du clan des « durs » et des « faucons ». On dira : l'offensive arabe eût été plus désastreuse encore si les frontières de l'Etat n'avaient pas été celles du « grand Israël ». Personne sans doute ne demandera si la renonciation par Israël à ses conquêtes territoriales de 1967 n'eût pas rendu l'offensive arabe sans objet et n'aurait pas conduit à des confrontations, dures sans doute, mais plutôt diplomatiques que militaires. Ce

genre d'interrogations convient mal à un climat de tension exacerbée par les engagements guerriers.

A plus longue échéance pourtant, il est possible qu'une « révision déchirante » de la politique israélienne marque des points. Tout dépend de l'évolution ultérieure des combats et de l'attitude qu'adopteront, de concert ou non, les Etats-Unis et l'Union soviétique. Une hypothèse, en tout cas, à laquelle personne ne songeait jusqu'à présent, devient plausible : confronté avec la double innovation d'une force arabe ayant acquis quelque efficacité et d'une volonté des « grands » de favoriser énergiquement un compromis entre leurs « clients respectifs », Israël pourrait être amené à assouplir des positions dont l'intransigeance paraissait à d'aucuns comme le corollaire de la sécurité.

Lorsque la fumée des combats se sera dissipée, beaucoup d'Israéliens – que les « frontières stratégiques » n'ont pas protégés de nouveaux et lourds sacrifices – se diront peut-être que la sécurité dépend moins du tracé des lignes de cessez-le-feu que de la signature de la paix.